



CDDH(2020)15
Le 8/10/2020

COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME (CDDH)

CONVENTIONS

État des signatures et ratifications de certains traités sous la responsabilité du CDDH

Informations du Secrétariat

Introduction

Le présent document contient les informations communiquées par le Bureau des Traités du Conseil de l'Europe concernant¹ :

- le Protocole n° 15 à la Convention européenne des droits de l'homme (Annexe I ci-dessous) ;
- le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme (Annexe II ci-dessous) ;
- l'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme (Annexe III ci-dessous) ;
- la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (Annexe IV ci-dessous).

¹ Il est rappelé que, lors de sa 84^e réunion (7-11 décembre 2015, [CDDH\(2015\)R84](#), § 10), le CDDH a décidé de confier au DH-SYSC le suivi systématique des perspectives de signature et ratification des Protocoles n°s 15 et 16 à la Convention ainsi que le suivi de l'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme et précisé qu'en plus des demandes d'informations aux experts concernés, des actions de sensibilisation pourraient être envisagées pour parvenir à un plus grand nombre de signatures et ratifications de ces instruments.

ANNEXE I

**État des signatures et ratifications
du Protocole n° 15 à la Convention européenne des droits de l'homme**

Protocole n° 15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

STCE n° 213

Traité ouvert à la signature des Hautes Parties contractantes au traité STE 005

Ouverture à la signature

Lieu : Strasbourg
Date : 24/06/2013

Entrée en vigueur

Conditions : Ratification par les Parties
au Traité STE 005.
Date : //

Situation au 08/10/2020 (telle que présentée sur le site du [Bureau des Traités](#))

Nombre total de signatures non suivies de ratifications	1
Nombre total de ratifications/adhésions	46

Etats membres du Conseil de l'Europe

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie	11/02/2014	17/12/2015								
Allemagne	24/06/2013	15/04/2015								
Andorre	24/06/2013	27/05/2015								
Arménie	24/06/2013	30/08/2016								
Autriche	25/06/2013	19/10/2017								
Azerbaïdjan	18/12/2013	03/07/2014								
Belgique	07/10/2013	04/04/2018								
Bosnie-Herzégovine	11/05/2018	18/09/2020								
Bulgarie	05/11/2013	11/01/2016								
Chypre	24/06/2013	16/06/2015								
Croatie	12/07/2016	09/01/2018								
Danemark	24/06/2013	22/07/2016						T.		
Espagne	24/06/2013	20/09/2018				D.				
Estonie	22/10/2013	30/04/2014								
Fédération de Russie	19/09/2016	25/09/2017								
Finlande	24/06/2013	17/04/2015								
France	24/06/2013	03/02/2016								
Géorgie	19/06/2014	06/07/2015								
Grèce	02/03/2017	05/10/2018								
Hongrie	09/07/2015	30/11/2015								
Irlande	24/06/2013	24/06/2013 s								
Islande	09/07/2013	03/07/2017								
Italie	24/06/2013									
Lettonie	09/05/2017	04/12/2017								
Liechtenstein	24/06/2013	26/11/2013								
Lituanie	10/06/2014	02/09/2015								
Luxembourg	24/06/2013	21/12/2017								
Macédoine du Nord	21/11/2013	16/06/2016								

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Malte	16/01/2018	16/01/2018								
Monaco	13/11/2013	13/11/2013								
Monténégro	08/11/2013	08/11/2013 s								
Norvège	24/06/2013	17/06/2014								
Pays-Bas	22/10/2013	01/10/2015						T.		
Pologne	09/04/2014	10/09/2015								
Portugal	24/06/2013	16/01/2017								
République de Moldova	18/11/2013	14/08/2014								
République slovaque	24/06/2013	07/02/2014								
République tchèque	05/11/2013	18/03/2015								
Roumanie	24/06/2013	28/05/2015								
Royaume-Uni	24/06/2013	10/04/2015								
Saint-Marin	24/06/2013	06/11/2013								
Serbie	13/12/2013	29/05/2015								
Slovénie	24/06/2013	04/07/2017								
Suède	25/06/2013	29/03/2016								
Suisse	20/03/2015	15/07/2016								
Turquie	13/09/2013	02/05/2016								
Ukraine	20/06/2014	22/03/2018								

Organisations internationales

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Union européenne										

Renvois :

a.: Adhésion ; s.: Signature sans réserve de ratification ; su.: Succession ; r.: signature « ad referendum ».

R.: Réserves ; D.: Déclarations, Dénonciations, Dérogations ; A.: Autorités ; T.: Application territoriale ; C.: Communication ; O.: Objection.

Informations reçues jusqu'au 8 novembre 2019 (*bilingue*)

ITALY / ITALIE	Un projet de loi de ratification par l'Italie avait été déposé le 10 août 2018 par les ministres de la justice et des affaires étrangères pour la ratification des protocoles 15 et 16, projet pendant devant la Chambre des Députés. Ce projet reste, depuis le 23 janvier 2019, pendant devant la commission parlementaire.
-----------------------	---

* * *

ANNEXE II

**État des signatures et ratifications
du Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme**

**Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés
fondamentales**

STCE n° 214

Traité ouvert à la signature des Hautes Parties contractantes au traité STE 005

Ouverture à la signature

Lieu : Strasbourg
Date : 02/10/2013

Entrée en vigueur

Conditions : 10 Ratifications.
Date : 01/08/2018

Situation au 08/10/2020 (telle que présentée sur le site du [Bureau des Traités](#))

Nombre total de signatures non suivies de ratifications	7
Nombre total de ratifications/adhésions	15

Etats membres du Conseil de l'Europe

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie	24/11/2014	22/07/2015	01/08/2018				A.			
Allemagne										
Andorre	12/04/2018	16/05/2019	01/09/2019				A.			
Arménie	02/10/2013	31/01/2017	01/08/2018				A.			
Autriche										
Azerbaïdjan										
Belgique	08/11/2018									
Bosnie- Herzégovine	11/05/2018									
Bulgarie										
Chypre										
Croatie										
Danemark										
Espagne										
Estonie	17/02/2014	31/08/2017	01/08/2018				A.			
Fédération de Russie										
Finlande	02/10/2013	07/12/2015	01/08/2018				A.			
France	02/10/2013	12/04/2018	01/08/2018				A.			
Géorgie	19/06/2014	06/07/2015	01/08/2018				A.			
Grèce	02/03/2017	05/04/2019	01/08/2019				A.			
Hongrie										
Irlande										
Islande										
Italie	02/10/2013									
Lettonie										

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Liechtenstein										
Lituanie	10/06/2014	02/09/2015	01/08/2018				A.			
Luxembourg	06/09/2018	14/05/2020	01/09/2020				A.			
Macédoine du Nord										
Malte										
Monaco										
Monténégro										
Norvège	27/06/2014									
Pays-Bas	07/11/2013	12/02/2019	01/06/2019				A.	T.		
Pologne										
Portugal										
République de Moldova	03/03/2017									
République slovaque	02/10/2013	17/12/2019	01/04/2020				A.			
République tchèque										
Roumanie	14/10/2014						A.			
Royaume-Uni										
Saint-Marin	02/10/2013	16/02/2015	01/08/2018				A.			
Serbie										
Slovénie	02/10/2013	26/03/2015	01/08/2018				A.			
Suède										
Suisse										
Turquie	20/12/2013									
Ukraine	20/06/2014	22/03/2018	01/08/2018				A.			

Organisations internationales

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Union européenne										

Renvois

a.: Adhésion ; s.: Signature sans réserve de ratification ; su.: Succession ; r.: Signature « ad referendum ».

R.: Réserves ; D.: Déclarations, Dénonciations, Dérogations ; A.: Autorités ; T.: Application territoriale ; C.: Communication ; O.: Objection.

Informations reçues jusqu'au 8 novembre 2019 (bilingue)

AUSTRIA / AUTRICHE	No information available.
AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN	Consultations between all stakeholders (Supreme Court, Ministry of Justice and Constitutional Court) are taking place. These consultations also address the possibility to make certain amendments to the national legislation to this end.
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE	Protocol No. 16 was signed on 11 May 2018.
BULGARIA / BULGARIE	La ratification du Protocole n° 16, qui met en place un dialogue judiciaire qui n'a pas de caractère contraignant, n'est pas à l'ordre du jour. Cela n'affectera pas la façon dont la Bulgarie applique la Convention.
CROATIA / CROATIE	Croatia is not considering the signature of Protocol No. 16 at this stage.
CYPRUS / CHYPRE	Cyprus has neither signed nor ratified Protocol No. 16 and does not intend to do so for the time being, mainly due to the judiciary's concerns.
CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE	La première consultation des juridictions suprêmes a mis en avant des questions et difficultés liées à la répartition des compétences entre ces dernières. Le processus sera relancé en vue d'examiner la possibilité de signature et de ratification.
DENMARK / DANEMARK	The Danish government has no concrete plans to ratify Protocol No. 16 at this stage.
GERMANY / ALLEMAGNE	The consultation process on Protocol No. 16 has been completed. At present, Germany does not envisage the signature or the ratification of this optional Protocol.
HUNGARY / HONGRIE	Consultations are underway but the situation is not promising at present (consultations with foreign supreme courts were not conclusive). The ratification of Protocol No. 16 is not on the agenda.
ICELAND / ISLANDE	Iceland is initiating domestic legislation procedures for signature and ratification of Protocol No. 16. The Government is waiting for the advice of the Supreme Court on this question.
IRELAND / IRLANDE	Currently no steps have been taken towards the ratification of Protocol No. 16. Ireland wishes to see how it will work in practice; it has concerns about the Protocol's impact on the caseload of the Court.
ITALY / ITALIE	L'Italie a signé le Protocole n° 16 le 2 octobre 2013 et a l'intention de le ratifier. Un projet de loi de ratification par l'Italie avait été déposé le 10 août 2018 par les ministres de la justice et des affaires étrangères pour la ratification des protocoles 15 et 16, projet pendant devant la Chambre des Députés. Ce projet reste, depuis le 23 janvier 2019, pendant devant la commission parlementaire.
LATVIA / LETTONIE	The courts are still very hesitant. The signature of Protocol No. 16 is still under consideration.

LIECHTENSTEIN	Liechtenstein has not signed Protocol No. 16 yet. Liechtenstein was a strong supporter of it during the drafting process. With regard to the ratification of the Protocol, the evaluation of the Ministry of Foreign Affairs is a very positive one. This positive evaluation may be confirmed by the Ministry of Justice, but consultations are still on-going. It is expected that the ratification process will be concluded in the near future.
MALTA / MALTE	No information available.
MONACO	Aucune décision n'a encore été prise sur une éventuelle signature et ratification.
MONTENEGRO	This issue is under consideration in domestic law.
NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD	Protocol No. 16 is on the agenda at present and North Macedonia expects to sign it soon. The national authorities are working towards its ratification.
NORWAY / NORVEGE	Protocol No. 16 was signed on 27 June 2014. The ratification procedure of Protocol No. 16 was stopped by the Ministry of Justice. Norway does not plan to ratify Protocol No. 16 at this stage.
POLAND / POLOGNE	The Government has consulted the highest courts, the administration, the national Council of the Judiciary and legal professions. However, the entry into force of the Protocol will require substantial legislative changes. Therefore, the Government is now analysing the scope of the necessary amendments to the civil, criminal and administrative procedures. For the moment, the ratification of the Protocol is not on the agenda. In addition, the Supreme Administrative Court pointed out certain serious problems related to the question of languages. Namely, the fact that advisory opinions of the Court, issued either in English or in French, could be contrary to the Polish regulations and even to constitutional ones related to the use, in domestic procedures, of judgments or rulings in foreign languages, even if translated.
PORTUGAL	L'Etat portugais réfléchit encore quant à la position à adopter. L'application du modèle prévu au niveau interne suscite quelques questions. La ratification n'est pas prévue pour l'instant.
REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Protocol No. 16 was signed on 3 March 2017.
ROMANIA / ROUMANIE	La Roumanie a signé le Protocole n° 16 le 14 octobre 2014. Pour pouvoir le ratifier, une modification législative est requise et nécessite du temps. Le projet de loi de ratification est toujours en cours de rédaction et les autorités compétentes analysent des détails techniques.
RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE	Aucune procédure n'a été engagée car, à ce stade, la question d'adhésion de la Fédération de Russie à cet instrument ne se pose pas.
SERBIA / SERBIE	The signature of Protocol No. 16 is still under consideration.

SPAIN / ESPAGNE	Spain has not yet signed Protocol No. 16. The question is still under consideration because there are problems concerning the competencies of the highest courts and the need to accommodate all procedures. Several doubts remain regarding the compatibility with the internal system in Spain.
SWEDEN / SUEDE	Sweden does not envisage ratification at this stage. It prefers to see how the system will operate in practice and what effects it will have on the workload of the Court.
SWITZERLAND / SUISSE	Pour l'instant, ce n'est pas une priorité politique. Par ailleurs, la question de la valeur ajoutée de la ratification de cet instrument a été soulevée par des juridictions.
TURKEY / TURQUIE	Le Protocole a été signé le 20 décembre 2013. Le processus de ratification est encore en cours.
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI	The United Kingdom has long taken the position that it does not oppose advisory opinions in principle so long as they are optional, but equally has expressed itself as unconvinced of their value, particularly for addressing the fundamental problems facing the Court and the Convention system. The United Kingdom will therefore neither sign nor ratify Protocol No. 16 at this time. It will instead observe how the system operates in practice, having regard particularly to the effect on the workload of the Court, and to how the Court approaches the giving of opinions.

* * *

ANNEXE III

**État des signatures et ratifications
de l'Accord européen concernant les personnes participant
aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme**

Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme

STCE n° 161

Traité ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe

Ouverture à la signature

Lieu : Strasbourg
Date : 05/03/1996

Entrée en vigueur

Conditions : 10 Ratifications.
Date : 01/01/1999

Situation au 08/10/2020 (telle que présentée sur le site du [Bureau des Traités](#))

Nombre total de signatures non suivies de ratifications	1
Nombre total de ratifications/adhésions	40

Etats membres du Conseil de l'Europe

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie	21/09/2000	26/02/2003	01/04/2003							
Allemagne	23/10/1996	11/09/2001	01/11/2001							
Andorre	24/11/1998	24/11/1998	01/01/1999							
Arménie										
Autriche	07/05/1999	10/01/2001	01/03/2001							
Azerbaïdjan										
Belgique	19/06/1997	29/06/2000	01/08/2000							
Bosnie-Herzégovine										
Bulgarie	03/07/2000	31/05/2001	01/07/2001			D.				
Chypre	12/01/1999	09/02/2000	01/04/2000							
Croatie	26/01/1998	02/12/1999	01/02/2000			D.				
Danemark	05/03/1996	28/08/1998	01/01/1999							
Espagne	24/01/2000	19/01/2001	01/03/2001			D.				
Estonie	19/05/2000	09/01/2012	01/03/2012			D.				
Fédération de Russie										
Finlande	19/06/1998	23/12/1998	01/02/1999							
France	31/03/1998	17/11/1998	01/01/1999		R.	D.				
Géorgie	10/05/2001	10/05/2001 s	01/07/2001			D.				
Grèce	26/06/1996	07/02/2005	01/04/2005			D.				
Hongrie	06/05/1997	01/04/1998	01/01/1999			D.				
Irlande	03/06/1998	07/05/1999	01/07/1999							
Islande	27/06/1996	04/11/1998	01/01/1999							
Italie	05/03/1996	06/03/1998	01/01/1999			D.				
Lettonie	31/01/2006	27/07/2006	01/09/2006			D.				

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Liechtenstein	21/01/1999	21/01/1999 s	01/03/1999			D.				
Lituanie	11/02/2000	18/02/2003	01/04/2003							
Luxembourg	05/03/1996	12/03/1999	01/05/1999							
Macédoine du Nord	16/11/1998									
Malte	03/11/1998	05/02/2015	01/04/2015			D.				
Monaco	19/03/2007	19/03/2007	01/05/2007			D.				
Monténégro										
Norvège	12/12/2001	12/12/2001 s	01/02/2002							
Pays-Bas	02/05/1996	21/01/1997	01/01/1999					T.		
Pologne	02/04/2008	06/12/2012	01/02/2013		R.	D.				
Portugal	29/04/1997	11/04/2018	01/06/2018							
République de Moldova	04/05/1998	08/11/2001	01/01/2002		R.	D.				
République slovaque	04/09/2002	21/05/2003	01/07/2003			D.				
République tchèque	10/10/1997	24/06/1998	01/01/1999			D.				
Roumanie	28/05/1998	09/04/1999	01/06/1999							
Royaume-Uni	27/10/1999	09/11/2001	01/01/2002				A.			
Saint-Marin	07/09/1998	28/08/2015	01/10/2015							
Serbie										
Slovénie	07/05/1999	29/11/2001	01/01/2002							
Suède	30/04/1996	30/09/1998	01/01/1999							
Suisse	27/08/1998	27/08/1998 s	01/01/1999			D.				
Turquie	03/07/2002	06/10/2004	01/12/2004			D.				
Ukraine	22/05/2003	04/11/2004	01/01/2005							

Renvois :

a: Adhésion ; s: Signature sans réserve de ratification ; su: Succession ; r: Signature « ad referendum ».

R.: Réserves ; D.: Déclarations, Dénonciations, Dérogations ; A.: Autorités ; T.: Application territoriale ; C.: Communication ; O.: Objection.

ANNEXE IV

**État des signatures et ratifications
de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics**

Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics

STCE n° 205

Traité ouvert à la signature des États membres et à l'adhésion des États non membres et de toute organisation internationale

Ouverture à la signature

Lieu : Tromsø
Date : 18/06/2009

Entrée en vigueur

Conditions : 10 Ratifications.
Date : 01/12/2020

Situation au 08/10/2020 (telle que présentée sur le site du [Bureau des Traités](#))

Nombre total de signatures non suivies de ratifications	8
Nombre total de ratifications/adhésions	10

Etats membres du Conseil de l'Europe

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie										
Allemagne										
Andorre										
Arménie	24/06/2020									
Autriche										
Azerbaïdjan										
Belgique	18/06/2009									
Bosnie-Herzégovine	01/09/2010	31/01/2012	01/12/2020							
Bulgarie										
Chypre										
Croatie										
Danemark										
Espagne										
Estonie	18/06/2009	28/01/2016	01/12/2020							
Fédération de Russie										
Finlande	18/06/2009	05/02/2015	01/12/2020			D.				
France										
Géorgie	18/06/2009									
Grèce										
Hongrie	18/06/2009	05/01/2010	01/12/2020			D.				
Irlande										
Islande	16/05/2019									
Italie										
Lettonie										

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Notes	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Liechtenstein										
Lituanie	18/06/2009	26/07/2012	01/12/2020			D.				
Luxembourg										
Macédoine du Nord	18/06/2009									
Malte										
Monaco										
Monténégro	18/06/2009	23/01/2012	01/12/2020							
Norvège	18/06/2009	11/09/2009	01/12/2020			D.				
Pays-Bas										
Pologne										
Portugal										
République de Moldova	21/12/2010	02/09/2016	01/12/2020							
République slovaque										
République tchèque										
Roumanie										
Royaume-Uni										
Saint-Marin	16/05/2019									
Serbie	18/06/2009									
Slovénie	18/06/2009									
Suède	18/06/2009	19/04/2010	01/12/2020		R.					
Suisse										
Turquie										
Ukraine	12/04/2018	19/08/2020	01/12/2020			D.				

Renvois :

a: Adhésion ; s: Signature sans réserve de ratification ; su: Succession ; r: Signature « ad referendum ».

R.: Réserves ; D.: Déclarations, Dénonciations, Dérogations ; A.: Autorités ; T.: Application territoriale ;

C.: Communication ; O.: Objection.

* * *